

Voir aussi :

Le Comité monétaire et financier international du FMI fait le point sur la consultation multilatérale (communiqué de presse 07/72). Contient une déclaration des pays qui ont participé à la première consultation multilatérale.

Communiqué du Comité monétaire et financier international du Conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international (communiqué de presse 07/71). Contient l'évaluation de la première consultation multilatérale par le Comité.

Fiche technique sur la surveillance du FMI. Explication simplifiée du rôle d'analyse et de conseil économiques du FMI.

Rapport du Directeur général sur la mise en œuvre de la stratégie à moyen terme du FMI (avril 2006). Propose des consultations multilatérales comme nouvelle procédure de consultation supplémentaire, dans le cadre de la stratégie définie à la suite du réexamen global du rôle du FMI.

Ces documents peuvent être consultés en ligne à www.imf.org.

Les Études thématiques, destinées à informer le public et à alimenter le débat sur les questions d'actualité, présentent dans un langage non technique des sujets touchant aux activités du FMI.

La consultation multilatérale sur les déséquilibres mondiaux

Rédigé par les services du FMI

Les consultations multilatérales sont une nouvelle forme de concertation entre les pays de la communauté internationale pour débattre des grands dossiers économiques qui les concernent tous. Elles permettent au FMI et à ses membres de s'entendre sur les actions à mener pour remédier aux faiblesses qui rendent vulnérables les pays et le système financier international. Elles aideront les décideurs nationaux à montrer qu'aux mesures qu'ils proposent répondent des mesures dans les autres pays, et ce, pour le bien de tous. La première consultation multilatérale a été lancée en 2006 dans le but de remédier aux déséquilibres des paiements mondiaux, le FMI étant chargé de faciliter la discussion et la coopération entre les hauts dirigeants.

La méthode de la consultation multilatérale est un exemple du rôle que joue le FMI en tant qu'instrument de coopération internationale. S'appuyant sur un travail d'analyse et de concertation, elle offre une enceinte permettant aux pays membres de surmonter les obstacles qui entravent l'action individuelle. Dans le cadre d'une consultation multilatérale, les questions qui revêtent une importance particulière à l'échelle régionale ou mondiale seront traitées collectivement par certains pays membres du FMI et, le cas échéant, certaines entités qui en regroupent plusieurs. Chaque consultation multilatérale portera sur un dossier économique ou financier international particulier et les pays concernés y participeront directement.

La première consultation multilatérale a permis d'examiner collectivement, et de façon approfondie, la question des déséquilibres mondiaux et a réuni plusieurs pays et groupes de pays qui ont une importance systémique, à savoir l'Arabie Saoudite, la Chine, les États-Unis, la zone euro et le Japon. Ces cinq économies sont concernées à divers titres par les déséquilibres mondiaux, soit en raison du déficit ou de l'excédent de leurs paiements courants, soit parce qu'ils représentent une très large part de la production mondiale. Au cours de l'année écoulée, les discussions ont permis de parvenir à une meilleure compréhension et de rapprocher les points de vue sur les déséquilibres mondiaux, ainsi que sur les actions à mener pour les réduire, tout en préservant la vigueur de la croissance mondiale. Les cinq participants ont présenté des plans d'action fort détaillés lors de la réunion semestrielle des pays membres du FMI en avril 2007, qui s'en sont félicités.

Certes, d'autres instances se prêtent aussi au dialogue multilatéral, mais ce qui fait l'originalité de la méthode de la consultation multilatérale, c'est qu'elle réunit un groupe restreint de pays qui sont le plus directement concernés par la question à traiter, sous l'égide d'une institution multilatérale telle que le FMI. Cette formule permet une discussion franche entre les principales parties prenantes tout en garantissant que, étant donné le caractère universel du FMI, le reste de la communauté internationale y soit aussi associé.

La stratégie à moyen terme et les consultations multilatérales

En 2004, le FMI a lancé une réflexion stratégique pour redéfinir au mieux le rôle de l'institution, initiative qui a abouti à l'élaboration d'une stratégie à moyen terme. Cette stratégie désignait la surveillance (processus de suivi et de consultation économiques du FMI) comme un bien public important et prônait un engagement plus actif du FMI dans les débats qui forment l'opinion publique et orientent les choix des décideurs. Pour renforcer le rôle du FMI dans la surveillance mondiale et rendre celle-ci plus efficace, la stratégie à moyen terme proposait une procédure de consultation multilatérale.

Lors de sa réunion d'avril 2006, le Comité monétaire et financier international (CMFI), comité interministériel qui oriente les activités du FMI, a décidé qu'il y avait effectivement lieu de développer la surveillance exercée par celui-ci en organisant des consultations multilatérales. Il demanda à l'institution de se servir de cet instrument pour encourager les actions nécessaires à la résorption des déséquilibres internationaux.

La première consultation multilatérale – les déséquilibres mondiaux

Depuis plusieurs années, le FMI insiste sur les risques que les déséquilibres internationaux font peser sur la poursuite de l'expansion économique mondiale. Les membres de l'institution s'accordent globalement à reconnaître que la résorption

de ces déséquilibres est la responsabilité de tous et que le risque d'un ajustement désordonné sera réduit si les principaux pays mènent avec constance les actions qui s'imposent. Les pays qui ont participé à la première consultation multilatérale ont été choisis parce qu'ils contribuaient directement aux déséquilibres en question en raison du déficit ou de l'excédent de leurs paiements courants, ou parce qu'ils représentaient une très large part de la production mondiale et pouvaient donc aider à entretenir la croissance mondiale tandis que s'opère l'ajustement de la demande et de l'épargne.

Par déséquilibres internationaux, on entend les déficits ou excédents nets des échanges commerciaux et des investissements entre pays. La persistance de ces déséquilibres suscite des préoccupations, car elle est source d'incertitude : pendant combien de temps encore pourront-ils être financés? l'ajustement s'opérera-t-il de façon ordonnée? Au déficit extérieur courant des États-Unis, estimé à 848 milliards de dollars en 2006, soit 6,4 % du PIB, correspondent des excédents dans les pays producteurs de pétrole, dans les pays émergents d'Asie, dont la Chine, et au Japon, ainsi que dans certains petits pays industriels. Si les avis sont encore partagés quant aux causes de ces déséquilibres et aux risques qu'ils représentent, tout le monde s'accorde à reconnaître en revanche qu'ils ne sont pas viables à long terme et que l'économie mondiale aurait tout à gagner à ce qu'ils se résorbent de façon ordonnée.

Lors de sa réunion d'avril 2006, le CMFI a une nouvelle fois appelé à ce qu'une stratégie soit mise en œuvre pour permettre une correction ordonnée des déséquilibres mon-

Les plans d'action

ARABIE SAOUDITE

Au cours de l'année écoulée, les politiques de l'Arabie Saoudite en rapport avec la stratégie du CMFI ont évolué comme suit :

- Les dépenses publiques ont augmenté comme prévu au titre de l'investissement dans le secteur pétrolier et des besoins sociaux et d'infrastructures.
- Du fait de la hausse des dépenses publiques et de la vigueur de l'activité du secteur privé, les importations et les paiements de services ont augmenté.
- Les projets d'expansion de la production pétrolière et des capacités de raffinage ont suivi le calendrier prévu.

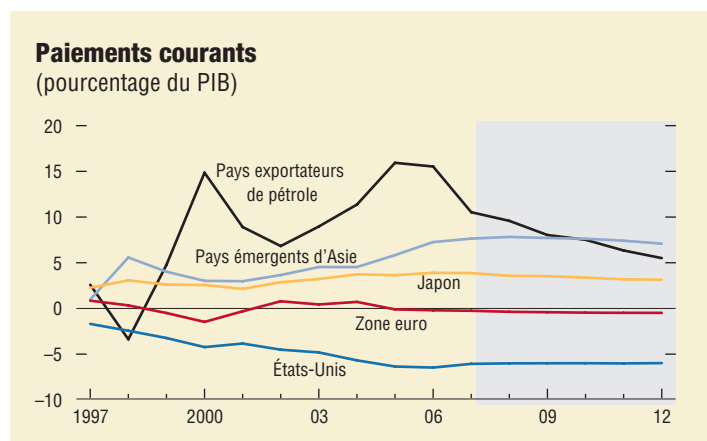
Pour l'avenir, le plan d'action de l'Arabie Saoudite comporte les points suivants :

- Pour ce qui est des dépenses publiques, il reste prévu d'accroître les investissements sociaux et d'infrastructures.
- Dans le secteur des hydrocarbures, Saudi ARAMCO a mis en œuvre un ambitieux programme d'investissement.
- Les investissements en dehors du secteur des hydrocarbures devraient dépasser 200 milliards de dollars.

CHINE

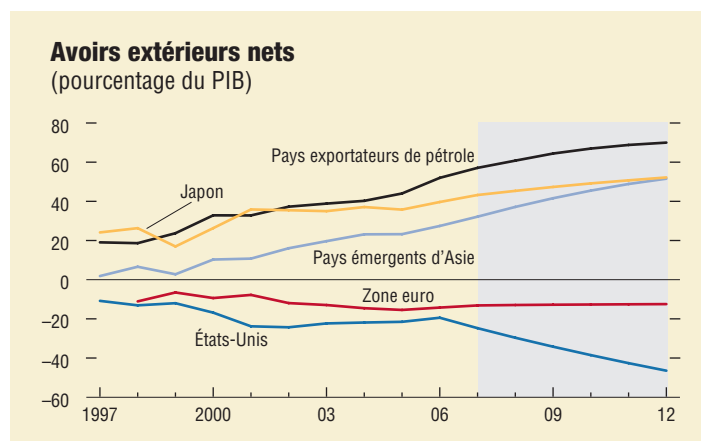
Au cours de l'année écoulée, les politiques de la Chine en rapport avec la stratégie du CMFI ont évolué comme suit :

- Hausse du revenu des ménages et stabilisation des anticipations de revenu.
- Promotion d'un développement équilibré du secteur extérieur.
- Approfondissement de la réforme financière.
- Assouplissement du taux de change du renminbi.



diaux et a salué l'adoption par le FMI de la méthode de la consultation multilatérale. La stratégie préconisée par le CMFI prévoit les actions suivantes : accroître l'épargne nationale aux États-Unis, notamment en rééquilibrant le budget; poursuivre les réformes propices à la croissance en Europe et les réformes structurelles, y compris le rééquilibrage budgétaire, au Japon; stimuler la demande intérieure dans les pays émergents d'Asie et assouplir les régimes de change dans plusieurs pays affichant des excédents, et accroître les dépenses en tenant compte des capacités d'absorption et de la stabilité macroéconomique dans les pays producteurs de pétrole.

Dans le cadre de la première consultation multilatérale sur les déséquilibres mondiaux, le FMI a d'abord eu des discussions bilatérales avec des hauts fonctionnaires des cinq pays ou groupes de pays participants et, au cours des mois



qui ont suivi, il a organisé des tables rondes les réunissant tous. Cette initiative a été saluée par l'ensemble des participants; elle a permis des discussions constructives sur le problème et sur les politiques à mettre en œuvre dans chaque pays ainsi que sur les mesures correspondantes dans les autres pays participants.

Les résultats de la consultation multilatérale sur les déséquilibres mondiaux

Cette première consultation multilatérale s'est révélée fructueuse. En avril 2007, les participants ont présenté au CMFI un document conjoint, dans lequel chacun affirmait que la réduction des déséquilibres mondiaux sans compromettre la poursuite de la croissance mondiale était un enjeu multilatéral dont la responsabilité incombait à tous. Chaque participant notait que, au cours de l'année écoulée, il avait com-

Pour l'avenir, le plan d'action de la Chine comprend les points suivants :

- Le gouvernement a fait de la réduction du déséquilibre extérieur un des principaux objectifs du développement économique et social pour 2007.
- Stimulation de la demande intérieure, en particulier de la demande des consommateurs, et rééquilibrage de l'investissement et de la consommation.
- Poursuite de la promotion d'un développement équilibré du secteur extérieur.
- Accélération de la réforme financière.
- Poursuite de l'amélioration du régime de change.

ÉTATS-UNIS

Au cours de l'année écoulée, les politiques des États-Unis en rapport avec la stratégie du CMFI ont évolué comme suit :

- Poursuite de la réduction du déficit budgétaire.

- Adoption de réformes fiscales axées sur l'épargne.

Pour l'avenir, le plan d'action des États-Unis comporte les points suivants :

- Poursuite du rééquilibrage budgétaire à moyen terme, notamment élimination du déficit du budget fédéral unifié d'ici à 2012.
- Réforme du processus budgétaire pour limiter la croissance des dépenses.
- Réforme des droits à prestation pour renforcer la viabilité des finances publiques à long terme.
- Nouvelles incitations fiscales pour soutenir l'épargne privée.
- Accroissement du rendement énergétique.
- Amélioration de la concurrence sur le marché des capitaux.
- Politique d'investissements sans restrictions et propice à la croissance.

ZONE EURO

Au cours de l'année écoulée, les politiques de la zone euro en rapport avec la stratégie du CMFI ont comporté des réformes structurelles sur trois marchés principaux :

- Intensification de la concurrence sur les marchés de produits.
- Intégration des marchés financiers de toute l'UE.
- Mise en œuvre de nouvelles mesures visant le marché du travail.

Pour l'avenir, le plan d'action de la zone euro comporte les points suivants :

- Poursuite de la réforme des marchés de produits par la déréglementation des marchés et l'amélioration du climat des affaires.
- Poursuite de la réforme des marchés financiers en vue de créer des systèmes de paiement plus efficaces et de

permettre des règlements transnationaux plus sûrs et plus économiques.

- Poursuite de la réforme du marché du travail pour améliorer l'utilisation et la productivité de la main-d'œuvre.

JAPON

Au cours de l'année écoulée, les politiques du Japon en rapport avec la stratégie du CMFI ont évolué comme suit :

- Encourager l'activité des jeunes et des femmes.
- Intensifier la concurrence.
- Faire avancer le rééquilibrage budgétaire.

Pour l'avenir, le plan d'action du Japon comporte les points suivants :

- Réformer le marché du travail.
- Faciliter les investissements directs de l'étranger.
- Intensifier la concurrence dans les principaux secteurs.
- Faire avancer le rééquilibrage budgétaire.

mené à mener des actions conformes à la stratégie énoncée par le CMFI et indiquait que son plan d'action (présenté de façon relativement détaillée dans le document) restait conforme à cette stratégie pour l'avenir. Globalement, ces plans d'action comportent des mesures importantes dans tous les domaines visés par la stratégie du CMFI et leur mise en œuvre contribuera largement à la poursuite d'une croissance vigoureuse et à la réduction des déséquilibres.

Les déséquilibres mondiaux posent un problème complexe dont la solution suppose une modification des comportements tant dans le secteur public que dans le secteur privé. Au cours de l'année écoulée, sous l'effet en partie des mesures prises par les pays concernés, les déséquilibres ont commencé à se stabiliser et à diminuer légèrement. Les plans d'action que ces pays ont décidé d'appliquer seront importants pour que la situation continue d'évoluer dans la bonne direction. Leur mise en œuvre — simultanée — par chaque participant, contribuera grandement à préserver le dynamisme de l'économie mondiale et à résorber les déséquilibres. Le FMI continuera d'en suivre attentivement

l'évolution et les participants ont accepté de se réunir de nouveau si les circonstances l'exigent.

Perspectives

Le processus de consultation multilatérale s'est révélé un outil souple qui permet un dialogue utile et la prise de décisions en dehors des cadres multilatéraux existants, en associant tous les acteurs concernés, que ce soit le G7 ou d'autres groupes, aux débats de fond. Globalement, cette formule a prouvé son utilité pour traiter les questions mondiales par la discussion et la coopération; elle devrait aussi devenir un instrument précieux pour renforcer et approfondir la surveillance qu'exerce le FMI. Cette expérience s'étant révélée positive, il est d'ores et déjà envisagé de lancer une deuxième consultation multilatérale pour encourager le dialogue sur l'influence de la mondialisation et de l'innovation financières sur la croissance et la stabilité économiques. Comme la première consultation, cette nouvelle initiative réunira un groupe de pays qui jouent un rôle particulièrement important dans ce domaine.



Les Études thématiques sont préparées par la Division «Communication de la politique institutionnelle» du Département des relations extérieures, en collaboration avec les services des autres départements du FMI. Cette série est publiée par le FMI en anglais, en espagnol et en français; elle est aussi disponible en ligne sur le site web du FMI à www.imf.org.

**Pour en obtenir un exemplaire sur papier, prière de s'adresser à IMF Publication Services
700 19th Street, N.W. Washington, D.C. 20431.
Téléphone : (202) 623-7430 Télécopie : (202) 623-7201
Adresse électronique : publications@imf.org**